



Déclaration Fédérale

Jusqu'à quand le gouvernement français continuera-t-il à nier l'utilisation importante de matériels militaires français dans la guerre au Yémen ?

Depuis plus de 5 ans la population Yéménite, et dans la plus grande indifférence, est confrontée, selon l'ONU, à la pire crise humanitaire au monde suite à une guerre civile qui s'est « internationalisée » avec l'intervention d'une coalition menée par l'Arabie Saoudite

Depuis 5 ans, ce sont plus de 10 000 tués, plus de 60 000 blessés et 3,4 millions de déplacés selon les chiffres de l'OMS. Ces chiffres seraient largement en dessous de la vérité, selon des ONG le nombre de personnes tuées seraient à multiplier par 5.

Le Yémen aujourd'hui, c'est 22 millions de personnes en état d'urgence dont 17 millions sont en malnutrition, un système de santé détruit à 90% qui entraîne le développement d'épidémies comme le choléra. Toujours selon l'ONU, un enfant meurt toutes les dix minutes par manque de nourriture et de médicaments. 75% de la population a besoin d'assistance humanitaire pour survivre. L'Arabie Saoudite organise même un blocus pour empêcher l'aide internationale d'arriver à la population Yéménite.

Malgré cette situation intolérable pour les yéménites, la France continue à vendre à l'Arabie Saoudite des matériels et armes terrestres, aériens, navals. Les enjeux financiers sont importants, l'Arabie Saoudite est le 2^{ème} acheteur d'armes à la France, après l'Inde.

Au vu des exactions commises au Yémen, plusieurs pays Européen comme

l'Allemagne ont décidé d'opérer un embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Pas la France.

Pourquoi ?

L'investissement national dans le budget du Ministère des Armées serait indissociable des ventes d'armes. En clair, les profits générés contribueraient fortement à équiper nos armées. Le fait d'avoir décidé d'augmenter le budget du Ministère des Armées jusqu'à hauteur de 2% du PIB pousserait donc la France à augmenter ses exportations d'armes. L'ambassadrice de France en Allemagne a d'ailleurs cru bon d'affirmer que *« si nous souhaitons renoncer à exporter, ce n'est pas 1,5 ou 2% de notre PIB qu'il faudrait consacrer au budget de la défense, mais 4% ou plus et de manière durable »*. Il faudrait donc vendre en quantité sans être trop regardant sur les potentiels acheteurs dans le but de satisfaire les objectifs fixés par l'OTAN et donc de Donald Trump !

En août dernier, la ministre des Armées se disait « révoltée » par la situation au Yémen, tout en assurant que les armes françaises vendues à l'Arabie Saoudite n'étaient pas utilisées dans cette guerre. Quelques semaines plus tard, Mme Parly concédait qu'il était cependant difficile de prévenir tous les « abus » de l'utilisation des armes vendues à l'étranger. **Pour résumer les propos de la ministre comme ceux du gouvernement, la France vend des armes mais tente de faire croire que celles-ci ne seront pas utilisées !** Cela

pourrait prêter à sourire si la situation n'était pas si dramatique.

A plusieurs reprises des ONG ont dénoncé ces ventes d'armes françaises et leur utilisation dans le conflit au Yémen, propos à chaque fois démenti par le gouvernement.

Une note de la DRM (Direction du Renseignement Militaire) qui vient d'être dévoilée confirme l'utilisation offensive des armes française au Yémen. Le gouvernement continue cependant à nier ce qui pourtant est une évidence. Si l'Arabie Saoudite achète des armes, c'est bien évidemment pour s'en servir !

Les propos de la ministre des armées sont inacceptables, tous comme ceux de M Le Drian qui exhorte l'Allemagne à lever son embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite qui gêne la France et d'autres pour exporter.

Lors de l'audition des fédérations syndicales par la commission de la défense de l'Assemblée Nationale sur le budget le 18 octobre dernier, la délégation CGT a interpellé les membres de la commission en ces termes *« mesdames et messieurs les députés, le soutien à l'export apparaît une nouvelle fois comme une des priorités de ce budget. La CGT entend rappeler, à nouveau ici, que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. Madame la ministre s'est tout récemment dite révoltée par la situation au Yémen et a affirmé que les armes françaises vendues à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis n'étaient pas utilisées contre la population civile dans ce conflit. Comment Mme Parly peut-elle en être si sûre ? Les élus de la majorité, ici présents, peuvent-ils*

en apporter la preuve ? Pour la CGT, cette question des ventes d'armes doit être beaucoup mieux encadrée et surveillée par la représentation nationale. Notre pays ne peut pas participer, de près ou de loin, directement ou indirectement, aux massacres de populations civiles ».

Seuls les deux députés du PCF présents ont abondé dans le sens de notre propos, les autres ont observé un silence, complices ?

Cette question des ventes d'armes à des pays tiers reste un sujet insuffisamment débattu par la représentation nationale. Les armes ne doivent pas être considérées comme des marchandises. Vendre des matériels de guerre à des pays sans s'interroger sur la finalité de leur utilisation est tout à fait intolérable et scandaleux.

La commission Interministérielle pour l'étude des exportations des matériels de guerre doit mieux mettre en œuvre le Traité sur le Commerce des Armes dont la France est signataire et particulièrement mieux évaluer les risques de violation grave des conventions de Genève de 1949 (qui tendent à fixer des limites à la barbarie de la guerre), des attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil et protégés comme tels, ou d'autres crimes de guerre.

La France se grandirait à travailler aux règlements pacifiques des conflits plutôt que les alimenter par les ventes d'armes.

Pour la CGT, l'exportation d'armement doit être beaucoup mieux encadrée et doit surtout sortir de l'opacité dans laquelle elle s'opère aujourd'hui. Il y a urgence, la population Yéménite comme d'autres ne peuvent plus attendre.

Montreuil le 16 avril 2019